

Etats des lieux de la politique abkhaze après la présidentielle

Description

Les habitants de l'Abkhazie ont largement reconduit le Président sortant, Sergueï Bagapch, le 12 décembre dernier, au terme de la 4^e campagne présidentielle depuis l'indépendance *de facto* de ce territoire séparatiste de la Géorgie en 1994. La vie politique abkhaze est-elle pour autant pacifiée ? Quels étaient les enjeux de ce scrutin ? Comment cette République autoproclamée continue-t-elle à construire ses institutions ?

En obtenant 61,16% des voix, le Président sortant devance largement ses quatre adversaires dans les urnes, évitant de justesse la mise en ballottage^[1]. En deuxième position, Raoul Khadjinba ne récolte à que à 15,32% des suffrages exprimés. Zaour Ardzinba, PDG de la Compagnie Maritime d'Etat, arrive en troisième place avec 9,14%, devançant de moins d'un point l'homme d'affaires Beslan Boutba (8,25%). Le philosophe Vitali Bganba, qui ne se définissait ni comme supporter du pouvoir en place, ni comme membre de l'opposition, ne comptabilise que 1,30% des voix^[2]. Ces cinq candidats remplissaient les conditions assez strictes pour prétendre à la présidence: avoir entre 35 et 65 ans, parler abkhaze, résider en Abkhazie depuis plus de 5 ans, être citoyen ET de nationalité abkhaze!



Le corps électoral se composait des citoyens de plus de 21 ans, possesseurs d'un passeport abkhaze au 12 décembre, soit environ 138 000 personnes selon le ministère de l'Intérieur.

Thèmes de campagne: identité nationale et développement économique

Si l'élection s'est déroulée sans heurts et si l'opposition a rapidement reconnu la légitimité du scrutin^[3], la division du monde politique abkhaze selon une ligne pouvoir/opposition n'a pas été évitée. Sergueï Bagapch, qui sera renouvelé dans ses fonctions pour cinq années supplémentaires lors d'une cérémonie officielle prévue pour le 12 février 2010, a fait à nouveau face à son adversaire du dernier scrutin présidentiel, Raoul Khadjinba.

Cet ancien Premier ministre était alors l'adhésion du premier président abkhaze et héros de l'indépendance Vladislav Ardzinba, et avait obtenu le soutien direct des autorités russes^[4]. Arrivant second dans un scrutin qui s'était alors joué à quelques voix, Khadjinba avait refusé la défaite et la République abkhaze s'était enfoncée dans une crise politique pendant plus d'un mois. Mais en 2005, un compromis fut trouvé, un nouveau scrutin organisé, et S. Bagapch et R. Khadjinba se sont partagé le pouvoir, l'un au poste de Président, le second au poste de vice-Président. Sous le premier mandat de S. Bagapch, le compromis a vite tourné en faveur du Président, et les soutiens de R. Khadjinba au sein du gouvernement se sont faits de plus en plus rares^[5].

À la fin du mois de mai 2009, le nationaliste R. Khadjinba s'est mis à critiquer le gouvernement tout-va : de la modification du droit de propriété aux critères d'obtention de la nationalité abkhaze, il se pose en défenseur intraitable de l'Abkhazie. Au cours de l'été 2009, R. Khadjinba cherche à unifier l'opposition autour de sa personne, en tentant dans un premier temps de se rapprocher de B. Boutba, propriétaire d'Abaza TV (seule chaîne de télévision commerciale et indépendante) et leader du Parti du développement économique (ERA). Les deux partis ne parvenant pas à s'entendre, R. Khadjinba se tourne vers un autre homme d'affaires influent, Z. Ardzinba, lui aussi membre du FUNA (Forum de l'Unité nationale abkhaze). L'accord est conclu, probablement du fait de l'égo blessé. Les trois candidats se rapprochent cependant au cours de la campagne électorale, annonçant leur soutien mutuel lors d'un hypothétique second tour.

Tout au long de la campagne, R. Khadjinba et Z. Ardzinba n'ont cessé de souligner la nécessité de lutter contre la corruption au sein du pouvoir en place (en augmentant les salaires et alourdissant les peines), et de rationaliser l'administration (en supprimant les « fonctions inutiles » à leurs yeux, dont celle de vice-Président).

Le bilan diplomatique du premier mandat de S. Bagapch a certainement joué un rôle très important dans sa réélection : il est en effet le « vainqueur » de la guerre de 2008 au cours de laquelle l'Abkhazie a occupé la vallée de Kodori, l'occupée par l'Armée géorgienne, et a obtenu la reconnaissance de l'Abkhazie par la Russie, le Nicaragua et le Venezuela. Mais S. Bagapch a aussi su faire face aux préoccupations abkhazes actuelles, en fixant l'éducation et la santé comme les priorités de son second mandat. Le Président sortant a également ironisé sur le caractère populiste des promesses de campagne de ses adversaires, tout en se présentant comme le candidat le plus pragmatique et expérimenté.

Selon un diplomate européen qui a souhaité rester anonyme, la société abkhaze est divisée en deux blocs irréconciliables, et cette polarisation politique se retrouve à tous les stades de la société (médias et société civile inclus).

Une réelle transparence électorale ?

Avec la modification du Code électoral en septembre 2009, le statut d'observateur civil a été renforcé. Deux principales organisations non gouvernementales abkhazes se sont chargées de suivre les élections. Dans un premier temps, l'Association des travailleurs des médias a organisé des débats confrontant les supporters de plusieurs candidats à divers moments de la campagne officielle, lancée le 2 novembre. De l'autre côté, la Ligue des électeurs « Pour des élections justes », plateforme rassemblant plusieurs ONG locales spécialistes des droits de

l'homme, a remis plusieurs rapports tout au long de la campagne. Son rapport final, décrivant les atteintes au Code électoral du 12 décembre, n'est toujours pas paru. Mais les rapports intermédiaires, publiés les 5 et 23 novembre et le 12 décembre, dénoncent de multiples atteintes au code électoral lors de la période pré-scrutin.

Le Président sortant a tenté d'utiliser l'administration pour sa propre campagne. Ainsi, le procureur de la République, le maire de la capitale Soukhoum (ou Sokhoumi en géorgien), les *leaders* de la minorité arménienne ou encore le ministre de l'Éducation ont pointé du doigt pour avoir soutenu S. Bagapch dans le cadre de leurs fonctions. Une plainte de R. Khadjinba pour tentative de subversion du vote des fonctionnaires a été considérée comme peu fondée par la Commission électorale. L'incendie de la voiture de Vitali Ajiba (responsable régional du Parti de B. Boutba à Gagra) et celui d'un dépôt de kiwis de l'entreprise Aradu, dont B. Boutba est propriétaire, sont considérés comme les incidents les plus graves de toute la campagne. Une enquête est actuellement en cours.

Des irrégularités ont également été observées le jour du scrutin dans le bureau de vote de Tcherkessk, en Russie^[6], où un assesseur a été accusé de fermer les yeux sur le vote multiple de certains votants par les observateurs mandatés par Z. Ardzinba et R. Khadjinba.

Malgré l'impossibilité d'envoyer des observateurs de l'OSCE ou du Conseil de l'Europe^[7] du fait de la non-reconnaissance de l'Abkhazie par les États représentés au sein de ces institutions, seuls des observateurs internationaux civils (plus de 80) ont fait le déplacement pour s'assurer de la bonne organisation de ce scrutin. On compte parmi eux des organisations russes, des parlementaires tadjiks et biélorusses (ces deux pays, membres de la CEI et proches alliés de la Russie, sont en train de statuer sur la reconnaissance de l'Abkhazie), des avocats de la Guilde nationale des avocats américains, un professeur de droit français^[8], etc.

Le journaliste polonais Pavel Rychka a dénoncé une utilisation abusive de son nom, trouvant sa signature au bas d'une déclaration commune des observateurs internationaux très valorisante pour le pouvoir abkhaze^[9]. Mais, dans l'ensemble, les observateurs ont loué la bonne organisation du scrutin et la forte participation ainsi que l'implication des citoyens dans le choix de leur Président. La volonté du gouvernement abkhaze d'être considéré et reconnu comme une entité respectueuse des droits de l'homme a été très forte dès le 7 octobre, quand la date du scrutin a été fixée.

La question des passeports

Une loi votée avant les élections a imposé le passeport abkhaze comme seul document donnant le droit de vote. Cette modification du mode de scrutin s'avère être la principale violation des principes démocratiques observée lors de ces élections de 2009. Si elle permet d'éviter le vote multiple et rationalise le processus électoral, cette loi exclut *de facto* toute une frange de la population d'Abkhazie: les Géorgiens habitant majoritairement le district de Gali.

Cette ville « limitrophe » de la Géorgie a été décrite comme le lieu potentiellement le plus dangereux pour ces élections. Ses habitants n'ayant pas la citoyenneté abkhaze – par manque de considération des autorités abkhazes ou par peur d'être déchus de la citoyenneté géorgienne –, une campagne de passeportisation était prévue par le gouvernement pour leur permettre de voter. Mais l'opposition, menée par R. Khadjinba, a lutté contre cette politique, agitant le spectre du séparatisme potentiel de cette région, thèse

majeur du conflit des années 1990 avec la Géorgie et zone de tensions récurrentes. Résultat: le corps électoral de Gali s'est limité pour ces élections à 3 à 500 votants, contre 15 à 000 en 2007 pour les élections législatives. L'action de l'opposition contre ce vote avait certainement des visées électorales, Gali ayant voté très majoritairement en faveur de S. Bagapch, réputé plus conciliant pour la minorité géorgienne d'Abkhazie, lors des élections de 2004.

Au final, on peut considérer l'élection présidentielle abkhaze de 2009 comme un succès pour les autorités de la République séparatiste, tant elle a su donner un visage pluraliste. Mais il reste beaucoup à faire pour créer un vrai débat politique, éloigné des querelles de personnes et des chocs d'ego.

Le Kremlin a, pour sa part, su démontrer qu'il pouvait rester éloigné de la vie politique de son «étranger proche». De ce point de vue, la présidentielle abkhaze de 2009 fait figure de test. Moscou a su jouer sur les équilibres de la vie politique abkhaze, les observateurs les plus attentifs en ayant vu les preuves dans l'accueil fait à S. Bagapch par Dmitri Medvedev en septembre et dans la visite de R. Khadjimba à Vladimir Poutine à Sotchi l'année dernière.

De son côté, le gouvernement géorgien a tout fait de dénoncer l'organisation de ce scrutin qu'il considère illégal. L'Union européenne et les Etats-Unis ont également dénoncé cette élection comme illégitime et retiré leur soutien à l'intégrité territoriale géorgienne.

Sources : Apsny, Kavkazskii Uzel, gzt.ru, Civil Georgia, entretiens réalisés par l'auteur

Notes :

- [1] Un pallier de 60 % des suffrages exprimés avait été fixé pour remporter l'élection au premier tour, afin d'éviter les contestations de légitimité d'un président «mal élu».
- [2] Chiffres de la TsIK, Commission électorale centrale, chargée de l'organisation du scrutin. Les 4,5 % restants sont les votes nuls et invalides. Le taux de participation a été de 73,4 %.
- [3] Beslan Boutba et son parti du Développement économique félicitent Sergueï Bagapch dès le 14 décembre, jour de publication des résultats définitifs. www.era-abkhazia.org
- [4] Des troupes russes (de la Communauté des Etats Indépendants) sont stationnées en Abkhazie au titre de force de maintien de la Paix entre 1993 et 2008, puis au titre d'un accord bilatéral suite à la reconnaissance de l'indépendance abkhaze par la Russie en août 2008.
- [5] D'autant que le parti de Raoul Khadjimba, le Forum pour l'Unité nationale abkhaze (FUNA) se définit comme un parti d'opposition depuis fin 2004. Le ministre des Affaires étrangères Sergueï Chamba, imposé par Khadjimba en 2005, est un exemple clair de cette distanciation.
- [6] Deux bureaux de vote (sur 174) ont été installés en Russie à Moscou et Tcherkessk pour permettre aux abkhazes résidant de voter.
- [7] Institutions habituellement en charge de l'observation du bon déroulement des scrutins en Europe de l'Est.
- [8] McLean Kerry et Curtis Cooper, Bernard Owen de l'université Paris II.
- [9] Disponible sur le site présidentiel.

Source photographie: www.abkhazia.gov.org

Image not found or type unknown



[Â Retour en haut de page](#)

date crÃ©e

01/01/2010

Champs de MÃ©ta

Auteur-article : Camille MARQUETTE